

SOSLH L50 / 17

924

(1938, 40, 51)

A

Représentation de la S.N.C.F. au C.A. du Centre
d'Expansion, du Tourisme, du Thermalisme et
du Climatisme

Arrêté 13. 7.38 (J.O. 20. 7.38)
CD 20. 7.38 49 XII

Suppression du Centre National
d'expansion du tourisme, du
climatisme et du thermalisme) Loi 15.10.40 (J.O. 16.10.40)

Suppression du comité consultatif
du tourisme : loi 5. 2.51, (J.O. 5&6 2 51)

v. D.9242 Subvention au C.N.E.T.
(suspension)

v.D. 921 Représentation S.N.C.F. au
Comité d'organisation de l'industrie
du Thermalisme

V. D. 564 : Participation S.N.C.F. aux
dépenses du C.N.E.T.

V. D. 565 : Collaboration SNCF - CNET -
Commissariat au Tourisme
pour la publicité étrangère

Représentation de la S.N.C.F. au Centre d'Expansion du Tourisme, du Thermalisme,
et du Climatisme.

LOI n° 51-123 du 5 février 1951 portant suppression du comité consultatif du tourisme.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Art. 1^{er}. — Est aboli l'acte dit loi du 24 décembre 1940 instituant un comité restreint de douze membres destiné à remplacer le comité consultatif du tourisme, du thermalisme et du climatisme, institué par le décret-loi du 25 juillet 1935 et modifié par le décret-loi du 17 juin 1938.

Art. 2. — Les attributions dévolues audit comité, telles qu'elles sont définies à l'article 10 du décret du 7 septembre 1935 fixant les modalités d'application du décret-loi du 25 juillet 1935, seront exercées, à dater du 1^{er} août 1950, par le comité national du tourisme.

Art. 3. — Les textes ci-dessous:

a) L'article 10 (troisième et quatrième alinéa) de la loi du 24 septembre 1919 relative à la création des stations de tourisme;

b) L'article 12 de la même loi et l'article 50 du décret du 4 mai 1920, relatifs aux conditions d'établissement de perception et d'emploi de la taxe de séjour dans les stations de tourisme;

c) L'article 53 du décret du 4 mai 1920 relatif aux chambres d'industries touristiques;

d) L'article 77 du décret du 4 mai 1920 relatif à l'examen des comptes administratifs de la taxe par application de l'article 41 de la loi du 23 septembre 1919;

e) L'article 82 du décret du 4 mai 1920 relatif à la fixation du taux de la taxe additionnelle;

f) Les articles 5 et 6 de la loi du 4 avril 1942, relatifs aux autorisations d'éditer des guides de tourisme et aux panneaux publicitaires des hôtels,

sont modifiés et complétés conformément aux dispositions de la présente loi. Toutes dispositions contraires sont abrogées.

Art. 4. — Un arrêté du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme précisera les modalités d'application de la présente loi.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 5 février 1951.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,

R. PLEVEN.

Le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme,

ANTOINE PINAY.

EXTRAIT du Journal Officiel

LOIS et DECRETS du 16 octobre 1940 (P. 5310)

Loi du 15 octobre 1940 portant suppression du centre national d'expansion du tourisme, du thermalisme et du climatisme.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du Secrétaire d'Etat aux communications et du ministre secrétaire d'Etat aux finances,

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETONS :

Art. 1er : L'établissement, placé sous le régime des fondations et dénommé "Centre national d'expansion du tourisme, du thermalisme et du climatisme" est supprimé à la date du 15 octobre 1940.

Article 2 : Le personnel de l'établissement visé à l'art. 1er ci-dessus recevra une indemnité de licenciement égale à celle qui est prévue par les textes en vigueur pour les personnels auxiliaires de l'Etat. Le montant en sera prélevé sur le fonds de réserve prévu par l'art. 12 des statuts annexés au décret du 17 juin 1938.

Article 3 : Un commissaire, désigné par arrêté du ministre des finances, sera chargé de la liquidation des biens de l'établissement. Cette liquidation devra être effectuée avant le 31 décembre 1940.

Le montant de l'actif net du centre national d'expansion du tourisme sera versé au Trésor.

Toutefois, les livres, films, archives, et, d'une façon générale, tous les documents et instruments de propagande seront mis à la disposition des services administratifs du tourisme.

Article 4 : Le poste de commissaire général au tourisme est supprimé. Les attributions du commissaire général au tourisme sont dévolues au délégué général qui les exercera sous l'autorité du secrétaire d'Etat aux communications.

Article 5 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 15 octobre 1940.

PH. PETAIN

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le secrétaire d'Etat aux Communications

Jean BERTHELOT

Le Ministre, secrétaire d'Etat aux finances

Yves BOUTHILLIER

20 juillet 1938

QUESTION XII - Questions diverses -

Représentation de la S.N.C.F.
au Conseil d'Administration du
Centre National d'Expansion du
Tourisme, du Thermalisme et du
Climatisme.-

Pas de P. V. cont

Steno revue et corrigée

M. LE PRESIDENT - J'ai à vous signaler que par décret en date du 13 juillet, j'ai été désigné pour faire partie du Conseil d'Administration du Centre National d'Expansion du Tourisme, du Thermalisme et du Climatisme, avec faculté de me faire représenter.

Je demanderai à M. René MAYER de me représenter lorsque je serai empêché d'assister aux séances.

921

Extrait du Journal officiel
Lois et décrets du 20 juillet 1938

Ministère des Travaux publics

Arrêté du 13 juillet 1938 nommant
les membres du conseil d'administration du Comité national
d'expansion du tourisme, du thermalisme et du climatisme.

**Conseil d'administration du comité national
d'expansion du tourisme, du thermalisme
et du climatisme.**

Le ministre des travaux publics,

Vu le décret du 27 décembre 1935 reconnaissant le centre national d'expansion du tourisme, du thermalisme et du climatisme comme établissement d'utilité publique, ensemble le décret-loi du 17 juin 1938 qui a modifié les statuts dudit établissement;

Vu l'article 3 des statuts;

Vu les propositions du conseiller d'Etat, commissaire général au tourisme,

Arrête:

Article unique. — Sont nommés membres du conseil d'administration du centre national d'expansion du tourisme, du thermalisme et du climatisme:

M. le président de la commission des travaux publics du Sénat.

M. le président du groupe du tourisme du Sénat.

M. le président de la commission des travaux publics de la Chambre des députés.

M. le président du groupe du tourisme de la Chambre des députés.

M. le représentant du président du conseil des ministres.

M. le représentant du ministre des affaires étrangères.

M. le représentant du ministre du commerce et de l'industrie.

M. le président du conseil d'administration de la société nationale des chemins de fer français ou son représentant.

M. le président du conseil d'administration de la compagnie générale transatlantique ou son délégué.

M. le président, directeur général de la compagnie Sud-Atlantique ou son délégué.

M. le président de la société des services contractuels des messageries maritimes ou son délégué.

M. le président du conseil d'administration de la compagnie Air-France ou son délégué.

M. le directeur de la régie Air-Afrique ou son délégué.

M. le président de l'association nationale des maires des stations thermales, climatiques et de tourisme.

M. le président de l'union des fédérations des syndicats d'initiative.

M. le président de la fédération thermique et climatique de France.

M. le président de l'assemblée des présidents des chambres de commerce de France.

Fait à Paris, le 13 juillet 1938.

L.-O. FROSSARD.